

Annexe 4 : Compléments à la méthodologique

1. Critères et matrice d'évaluation

La performance du projet a été évaluée en mettant en relief sa pertinence, son efficacité, son efficience, sa durabilité qui constituent des critères standards du Comité d'Aide au Développement (CAD) et de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE). D'autres critères tels que « genre et équité » ainsi que l'adhésion des différents acteurs seront aussi pris en compte.

Selon le guide des Nations Unies sur le suivi et l'évaluation (2009),

- **La pertinence** fait référence au degré de compatibilité qu'une initiative de développement et ses produits et effets escomptés entretient avec les politiques nationales et locales et avec les priorités et les besoins des bénéficiaires visés.
- **L'efficacité** est la mesure du niveau de réalisation des résultats (produits ou effets) escomptés d'une initiative donnée ou la mesure des progrès réalisés pour l'atteinte des produits ou effets.
- **L'efficience** mesure la manière avec laquelle les ressources ou les apports (tels que les fonds, la compétence et le temps) sont transformés de façon économe en résultats. Une initiative est considérée efficiente lorsqu'elle utilise les ressources correctement et de façon économe pour atteindre les produits souhaités.
- **La durabilité** mesure le degré auquel les bénéfices des initiatives perdurent après que l'aide au développement en provenance de l'extérieur ait touché à sa fin. Evaluer la durabilité implique une appréciation du niveau auquel les pertinentes conditions sociales, économiques, politiques et autres sont réunies et, toujours sur la base de cette appréciation, d'effectuer des projections sur la capacité nationale à maintenir, diriger et garantir les résultats du développement dans le futur.
- **L'impact** mesure les changements dans le développement humain et dans le bien-être des populations apportés, directement ou indirectement, prévus ou non, par les initiatives de développement. Même si ce critère n'a pas été retenu par les TdR du fait que le projet n'ayant été mis en œuvre que pendant une courte période de trois années, il est difficile d'en mesurer l'impact réel. Toutefois, les données ont permis d'identifier quelques indices qui permettent d'anticiper sur l'impact positif futur du projet.

D'autres critères spécifiques importants ont été également considérés :

- **Le critère genre et équité** qui occupe une place importante dans le système des Nations Unies : l'équité peut se définir comme le rapport entre les bénéfices récoltés par un sous-groupe particulier de personnes et les mêmes bénéfices récoltés par un autre sous-groupe de personnes. Et ces groupes se différencient par leurs caractéristiques sociales. Il s'agit, à travers ce critère, de s'assurer dans quelle mesure le projet a vraiment pris en compte tous les bénéficiaires sans distinction de sexe (tout en ayant un regard ciblé sur les femmes et les filles souvent défavorisées) ou de statut social (favorisées/ moins favorisées, y compris les personnes souffrant de handicaps).
- **L'adhésion** : elle peut se définir comme le rapport ou le degré de conformité entre les enjeux personnels (opinions, actions) observées chez les acteurs et les composantes fondamentales internes du projet (objectifs, effet attendu sur le terrain, ressources et stratégies, résultats). Elle prend en compte l'engagement ou la motivation des acteurs. Nous avons proposé d'ajouter ce critère parce qu'il revêt de notre point de vue une importance particulière pour un tel projet dont la réussite est tributaire d'un certain degré d'engagement, un bon accueil et une motivation intrinsèque des acteurs impliqués, autant d'indicateurs qu'il convient de mesurer.

Pour chacun des critères ci-dessus des questions d'évaluation sont proposées. Celles-ci ont été parfois :

- **Soit reformulées** : par exemple au niveau du critère de la pertinence, la question « La démarche de mise en œuvre a-t-elle permis de répondre aux besoins ressentis et d'adresser des goulots identifiés? » a été reformulée comme suit : « La démarche de mise en œuvre a-t-elle permis de répondre aux besoins ressentis et de faire face aux goulots d'étranglement (difficultés) vécus par les communautés ? »
- **Ou alors complétées** : par exemple au niveau du critère de durabilité, il a été ajouté la question suivante « y-a-t-il des interventions de l'initiative communautaire de développement de la petite enfance financées ou supportées par les mairies ? ».

Les questions ont constitué des sources d'indicateurs quantitatifs et/ou qualitatifs comme le présente la matrice ou cadre d'évaluation ci-dessous. Ces derniers ont certes été validés par le comité de pilotage, mais ils ont été réajustés tout au long du processus d'évaluation afin de les améliorer.

Tableau 1 : Matrice ou cadre de l'évaluation

Pertinence			
Questions d'évaluation	Indicateurs génériques possibles	Sources d'information	Méthodes/techniques de collecte
Dans quelle mesure l'initiative communautaire de développement de la petite enfance est alignée sur les priorités du gouvernement et sur les demandes des partenaires nationaux ?	<ul style="list-style-type: none"> Degré de concordance entre les objectifs du projet et les priorités du gouvernement dans le domaine de la petite enfance Niveau de prise en compte de la demande ou des besoins des bénéficiaires préalablement identifiés dans une analyse des besoins 	<ul style="list-style-type: none"> Documents Acteurs centraux Acteurs déconcentrés Acteurs communaux Bénéficiaires locaux ou acteurs communautaires 	<ul style="list-style-type: none"> Analyse documentaire Entretiens individuels ou de groupes Enquêtes par questionnaire
La démarche de mise en œuvre a-t-elle permis de répondre aux besoins ressentis et d'adresser des goulots d'étranglement identifiés ?	<ul style="list-style-type: none"> Nombre et degré d'importance des besoins et goulots d'étranglement identifiés Nombre et degré qualitatif des activités planifiées et menées dans le cadre du projet jugées cohérentes pour répondre aux besoins exprimés et solutionner les goulots d'étranglement identifiés 	<ul style="list-style-type: none"> Documents Acteurs centraux Acteurs déconcentrés Acteurs communaux Bénéficiaires locaux ou acteurs communautaires 	<ul style="list-style-type: none"> Analyse documentaire Entretiens individuels ou de groupes Enquêtes par questionnaire
Le projet est-il adapté au mode de vie des bénéficiaires ?	<ul style="list-style-type: none"> Niveau d'adaptation du projet au mode de vie des bénéficiaires Nombre et niveau de gravité de facteurs perturbateurs ou nocifs pour leur mode identifiés 	<ul style="list-style-type: none"> Documents Acteurs centraux Acteurs déconcentrés Acteurs communaux Bénéficiaires locaux ou acteurs communautaires 	<ul style="list-style-type: none"> Analyse documentaire Entretiens individuels ou de groupes Enquêtes par questionnaire
Dans quelle mesure, les programmes d'éducation et les activités d'animation planifiées dans les centres maternels communautaires assure la préparation des enfants à l'école et leur socialisation ?	<ul style="list-style-type: none"> Niveau qualitatif des contenus des curricula du préscolaire en vigueur dans les Espace enfance Degré qualitatif des activités d'animation menées dans les EE pour préparer les enfants à l'école primaire Degré qualitatif de la socialisation des enfants fréquentant les EE 	<ul style="list-style-type: none"> Documents Acteurs centraux Acteurs déconcentrés Acteurs communaux Bénéficiaires locaux ou acteurs communautaires 	<ul style="list-style-type: none"> Analyse documentaire Entretiens individuels ou de groupes Enquêtes par questionnaire Observation de séances d'animation
Efficacité			
Questions d'évaluation	Indicateurs génériques possibles	Sources	Méthodes/techniques de collecte
Dans quelle mesure les résultats de l'initiative communautaire de développement de la petite enfance ont-ils contribué à un dialogue politique focalisé sur l'équité dans ce secteur ?	<ul style="list-style-type: none"> Niveau de contribution de l'initiative communautaire du DPE à un dialogue politique focalisé sur l'équité dans le secteur de l'éducation préscolaire Niveau quantitatif et qualitatif des activités menées dans le cadre du dialogue politique centré sur l'équité dans ce secteur 	<ul style="list-style-type: none"> Documents Acteurs centraux Acteurs déconcentrés Acteurs communaux 	<ul style="list-style-type: none"> Analyse documentaire Entretiens individuels

<p>Les résultats planifiés pour 2014-2016 ont-ils été atteints ?</p> <p>Quels sont les facteurs qui ont favorisé l'atteinte ou la non-atteinte des résultats ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de résultats ciblés et planifiés dans le document intitulé « Libérer le potentiel des enfants » atteints ou en voie d'être atteints • Pourcentage des résultats ciblés atteints ou non atteints • Niveau de satisfaction des acteurs sur les résultats atteints • Nombre et degré d'importance des facteurs favorables à l'atteinte des résultats • Nombre et niveau d'importance des facteurs défavorables à l'atteinte des résultats 	<ul style="list-style-type: none"> • Documents • Acteurs centraux • Acteurs déconcentrés • Acteurs communaux • Bénéficiaires locaux ou acteurs communautaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Analyse documentaire • Entretiens individuels ou de groupes • Enquêtes par questionnaire • Observation de terrain
<p>Quels sont les résultats concrets atteints au bout de ces années (2014-2016) ? En partant d'exemple d'interventions spécifiques, montrer dans quelle mesure l'initiative communautaire de développement de la petite enfance a contribué à améliorer les indicateurs de l'éducation dans les communes bénéficiaires au cours des années couvertes par les interventions ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'évolution du taux brut général de préscolarisation (TBS) de 2000 à 2016 dans chacune des 9 communes couvertes par le projet • Niveau d'évolution du taux de scolarisation (évolution similaire observée chez les filles comme chez les garçons) dans chacune des 9 communes 	<ul style="list-style-type: none"> • Documents • Acteurs centraux • Acteurs déconcentrés • Acteurs communaux • Bénéficiaires locaux ou acteurs communautaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Analyse documentaire • Entretiens individuels ou de groupes • Enquêtes par questionnaire • Observation des centres
<p>Les activités planifiées suffisent-elles (en quantité et en qualité) pour atteindre les résultats ou y a-t-il des gaps non couverts par d'autres partenaires ou le gouvernement ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre et degré qualitatif des activités planifiées de 2014 à 2016 pour l'atteinte des résultats • Nombre et degré d'importance de gaps identifiés et non couverts par le gouvernement ou par d'autres partenaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Documents • Acteurs centraux • Acteurs déconcentrés • Acteurs communaux • Bénéficiaires locaux ou acteurs communautaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Analyse documentaire • Entretiens individuels ou de groupes • Enquêtes par questionnaire • Observation de terrain
<p>Est-ce que les partenariats établis sont les plus indiqués pour l'atteinte des résultats escomptés ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre et niveau qualitatif du profil des partenaires impliqués • Degré de pertinence des partenariats établis pour l'atteinte des résultats 	<ul style="list-style-type: none"> • Documents • Acteurs centraux • Acteurs déconcentrés • Acteurs communaux • Bénéficiaires locaux ou acteurs communautaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Analyse documentaire • Entretiens individuels ou de groupes • Enquêtes par questionnaire
<p>La mise en œuvre de l'initiative communautaire de développement de la petite enfance a-t-elle permis de réduire les faiblesses des structures déconcentrées/décentralisées à atteindre les enfants les plus vulnérables ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre et niveau d'importance des faiblesses identifiées au niveau des structures déconcentrées /décentralisées (DDEMP, Mairies) • Niveau qualitatif et quantitatif de l'apport du projet à combler lesdites faiblesses pour aider ces structures à atteindre les enfants les plus vulnérables 	<ul style="list-style-type: none"> • Documents • Acteurs centraux • Acteurs déconcentrés • Acteurs communaux • Bénéficiaires locaux ou acteurs communautaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Analyse documentaire • Entretiens individuels ou de groupes • Enquêtes par questionnaire

Efficiéce			
Questions d'évaluation	Indicateurs possibles	Sources	Méthodes/techniques de collecte
Dans quelle mesure y a-t-il eu utilisation judicieuse et optimale des ressources financières, matérielles et humaines pour l'atteinte des résultats ou des objectifs ?	<ul style="list-style-type: none"> Types et niveau quantitatif et qualitatif des ressources Niveau de satisfaction des acteurs sur le caractère judicieux et optimal de la gestion des ressources financières, matérielles et humaines Nombre et niveau d'importance ou de gravité des cas de gaspillage de ressources identifiés 	<ul style="list-style-type: none"> Documents Acteurs centraux Acteurs déconcentrés Acteurs communaux Bénéficiaires locaux ou acteurs communautaires 	<ul style="list-style-type: none"> Analyse documentaire Entretiens individuels ou de groupes Enquêtes par questionnaire Observation de terrain
Aurait-il été possible d'atteindre les mêmes résultats ou de faire plus avec moins de ressources ?	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'exemples de projets ou de centres d'éducation préscolaires similaires identifiés pour avoir atteint les mêmes résultats avec moins de ressources au niveau du Bénin Niveau du coût unitaire des centres communautaires du projet par rapport aux autres centres préscolaires du Bénin et d'ailleurs en Afrique 	<ul style="list-style-type: none"> Documents Acteurs centraux Acteurs déconcentrés Acteurs communaux Bénéficiaires locaux ou acteurs communautaires 	<ul style="list-style-type: none"> Analyse documentaire Entretiens individuels ou de groupes Enquêtes par questionnaire
Quels sont les facteurs de gestion qui ont amélioré ou réduit l'efficiéce de l'expérience ?	<ul style="list-style-type: none"> Nombre et degré d'importance des facteurs de gestion qui ont amélioré l'efficiéce du projet Nombre et degré d'importance des facteurs inhibiteurs de l'efficiéce du projet 	<ul style="list-style-type: none"> Documents Acteurs centraux Acteurs déconcentrés Acteurs communaux Bénéficiaires locaux ou acteurs communautaires 	<ul style="list-style-type: none"> Analyse documentaire Entretiens individuels ou de groupes Enquêtes par questionnaire Observations de terrain
Durabilité			
Questions d'évaluation	Indicateurs possibles	Sources	Méthodes/techniques de collecte
Le Gouvernement, les Mairies et les communautés se sont-ils approprié l'expérience des Espaces Enfance ? Si oui, comment ? Si non, pourquoi ?	<ul style="list-style-type: none"> Degré d'appropriation de l'expérience par les acteurs gouvernementaux, les acteurs communaux et par les communautés Nombre de domaines d'appropriation identifiés chez chacune des catégories d'acteurs Nombre et niveau d'importance des causes de la non appropriation identifiées 	<ul style="list-style-type: none"> Documents Acteurs centraux Acteurs déconcentrés Acteurs communaux Bénéficiaires locaux ou acteurs communautaires 	<ul style="list-style-type: none"> Analyse documentaire Entretiens individuels ou de groupes Enquêtes par questionnaire
Dans quelle mesure les conditions nécessaires pour une appropriation des interventions par la partie nationale et les communautés elles-mêmes sont-elles en place ?	<ul style="list-style-type: none"> Types, niveau quantitatif et qualitatif des conditions nécessaires mises en place par les acteurs centraux et communautaires pour une appropriation des interventions 	<ul style="list-style-type: none"> Documents Acteurs centraux Acteurs déconcentrés Acteurs communaux Bénéficiaires locaux ou acteurs communautaires 	<ul style="list-style-type: none"> Analyse documentaire Entretiens individuels ou de groupes Enquêtes par questionnaire
Quelles sont les interventions ou composantes de l'initiative communautaire de développement de	<ul style="list-style-type: none"> Niveau quantitatif et qualitatif des interventions ou composantes de l'initiative communautaire de la petite enfance intégrées totalement et financées par 	<ul style="list-style-type: none"> Documents Acteurs centraux Acteurs déconcentrés 	<ul style="list-style-type: none"> Analyse documentaire Entretiens individuels ou de groupes

la petite enfance qui ont été complètement intégrées et financées sur le budget propre du gouvernement du Bénin ?	<p>le budget propre de l'Etat béninois dans chacune des 9 communes couvertes par le projet</p> <ul style="list-style-type: none"> Niveau du montant du financement du projet par le budget de l'Etat ou niveau de la contribution de l'Etat au projet 	<ul style="list-style-type: none"> Acteurs communaux Bénéficiaires locaux ou acteurs communautaires 	<ul style="list-style-type: none"> Enquêtes par questionnaire
y-a-t-il des interventions de l'initiative communautaire de développement de la petite enfance financées ou supportées par les mairies ? (question additive)	<ul style="list-style-type: none"> Nombre ou domaines d'interventions financés par le budget communal propre de chacune des 9 mairies couvertes par le projet Niveau du montant du financement assuré par le budget des communes 	<ul style="list-style-type: none"> Documents Acteurs centraux Acteurs déconcentrés Acteurs communaux Bénéficiaires locaux ou acteurs communautaires 	<ul style="list-style-type: none"> Analyse documentaire Entretiens individuels ou de groupes Enquêtes par questionnaire
Y -a-t- il des interventions de l'initiative communautaire de développement de la petite enfance financées ou supportées par les communautés elles-mêmes ?	<ul style="list-style-type: none"> Nombre ou domaines d'interventions financés par les communautés elles-mêmes Niveau du montant du financement assuré par les communautés 	<ul style="list-style-type: none"> Documents Acteurs centraux Acteurs déconcentrés Acteurs communaux Bénéficiaires locaux ou acteurs communautaires 	<ul style="list-style-type: none"> Analyse documentaire Entretiens individuels ou de groupes Enquêtes par questionnaire
Quelles sont les dispositions prises pour assurer la mobilisation des ressources ?	<ul style="list-style-type: none"> Types, niveau quantitatif et qualitatif des dispositions prises pour assurer la mobilisation des ressources 	<ul style="list-style-type: none"> Documents Acteurs centraux Acteurs déconcentrés Acteurs communaux Bénéficiaires locaux ou acteurs communautaires 	<ul style="list-style-type: none"> Analyse documentaire Entretiens individuels ou de groupes Enquêtes par questionnaire
Est-ce que l'initiative communautaire de développement de la petite enfance a identifié et/ou développé les partenariats nécessaires pour pérenniser la réalisation des résultats attendus ?	<ul style="list-style-type: none"> Nombre et profil des partenaires identifiés pour pérenniser la réalisation des résultats attendus Degré de satisfaction sur la qualité des partenariats développés 	<ul style="list-style-type: none"> Documents Acteurs centraux Acteurs déconcentrés Acteurs communaux Bénéficiaires locaux ou acteurs communautaires 	<ul style="list-style-type: none"> Analyse documentaire Entretiens individuels ou de groupes Enquêtes par questionnaire
Est-ce que les interventions prennent suffisamment en compte la résilience des communautés et des systèmes communautaires ?	<ul style="list-style-type: none"> Nombre, catégories et niveau d'importance de catastrophes naturelles vécues par les communautés durant la mise en œuvre du projet Niveau des dégâts causés par ces catastrophes Nombre et niveau de qualité des actions menées en faveur des communautés lors des dites catastrophes naturelles 	<ul style="list-style-type: none"> Documents Acteurs centraux Acteurs déconcentrés Acteurs communaux Bénéficiaires locaux ou acteurs communautaires 	<ul style="list-style-type: none"> Analyse documentaire Entretiens individuels ou de groupes Enquêtes par questionnaire Observations de terrain
Dans quelle mesure l'initiative communautaire de développement de la petite enfance s'appuie-t-elle sur des procédures adaptées pour appuyer les	<ul style="list-style-type: none"> Types, niveau quantitatif et qualitatif des activités menées pour appuyer les partenaires gouvernementaux et assurer un transfert de compétences 	<ul style="list-style-type: none"> Documents Acteurs centraux Acteurs déconcentrés Acteurs communaux 	<ul style="list-style-type: none"> Analyse documentaire Entretiens individuels ou de groupes Enquêtes par questionnaire

partenaires gouvernementaux et assurer un transfert de compétence ?	<ul style="list-style-type: none"> Niveau d'adaptation des procédures d'appui aux acteurs gouvernementaux 	<ul style="list-style-type: none"> Bénéficiaires locaux ou acteurs communautaires 	
Genre et équité			
Questions d'évaluation	Indicateurs possibles	Sources	Méthodes/techniques de collecte
Dans quelle mesure ces groupes vulnérables, hommes/femmes, garçons/filles, les enfants des zones défavorisées des communes couvertes ont-ils été touchés ou atteints par l'initiative communautaire de développement de la petite enfance ?	<ul style="list-style-type: none"> Niveau de pauvreté, de vulnérabilité et profil sexuel et socio-économique des bénéficiaires décrits Niveau de couverture ou d'atteinte des bénéficiaires dans les interventions du projet Proportion d'hommes/garçons, de femmes/filles des couches vulnérables touchées par les interventions 	<ul style="list-style-type: none"> Documents Acteurs centraux Acteurs déconcentrés Acteurs communaux Bénéficiaires locaux ou acteurs communautaires 	<ul style="list-style-type: none"> Analyse documentaire Entretiens individuels ou de groupes Enquêtes par questionnaire
Le projet assure-t-il la libération des mères pour qu'elles puissent vaquer à leurs occupations ?	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de mères libérées et qui mènent des AGR Nombre et types d'AGR menées par les mères libérées Niveau de satisfaction des acteurs sur la libération des mères 	<ul style="list-style-type: none"> Documents Acteurs centraux Acteurs déconcentrés Acteurs communaux Bénéficiaires locaux ou acteurs communautaires 	<ul style="list-style-type: none"> Analyse documentaire Entretiens individuels ou de groupes Enquêtes par questionnaire
Le projet assure-t-il la libération des jeunes filles pour qu'elles puissent être scolarisées ?	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de filles libérées et scolarisées Niveau de satisfaction des acteurs sur la libération des mères Niveau de réussite scolaire des sœurs libérées et scolarisées 	<ul style="list-style-type: none"> Documents Acteurs centraux et déconcentrés Acteurs communaux Bénéficiaires locaux ou acteurs communautaires 	<ul style="list-style-type: none"> Analyse documentaire Entretiens individuels ou de groupes Enquêtes par questionnaire
L'initiative communautaire de développement de la petite enfance a-t-elle permis d'adresser suffisamment les problèmes d'équité que rencontre le pays dans la préscolarisation et leurs causes ?	<ul style="list-style-type: none"> Définition des termes du problème d'équité que rencontre le Bénin en matière de préscolarisation Formes, niveau quantitatif et qualitatif des contributions du projet à la résolution des problèmes d'équité Niveau d'appréciation des acteurs sur cette contribution 	<ul style="list-style-type: none"> Documents Acteurs centraux Acteurs déconcentrés ou décentralisés ou locaux 	<ul style="list-style-type: none"> Analyse documentaire Entretiens individuels ou de groupes Enquêtes par questionnaire
Adhésion			
Questions d'évaluation	Indicateurs possibles	Sources	Méthodes/techniques de collecte
Comment l'initiative a-t-elle été accueillie par les différents acteurs à son lancement ?	<ul style="list-style-type: none"> Niveau de la qualité de l'accueil réservé au projet par une proportion importante d'acteurs ou de bénéficiaires 	<ul style="list-style-type: none"> Documents Acteurs centraux Acteurs déconcentrés ou décentralisés ou locaux 	<ul style="list-style-type: none"> Analyse documentaire Entretiens individuels ou de groupes Enquêtes par questionnaire
Qu'ont fait concrètement les acteurs dans le processus d'implantation et de mise en œuvre du projet ?	<ul style="list-style-type: none"> Types, niveau quantitatif et qualitatif des actions par une proportion des différentes catégories d'acteurs dans le processus d'implantation et de mise en œuvre du projet 	<ul style="list-style-type: none"> Documents Acteurs centraux Acteurs déconcentrés ou décentralisés ou locaux 	<ul style="list-style-type: none"> Analyse documentaire Entretiens individuels ou de groupes Enquêtes par questionnaire

<p>Quel est le degré d'engagement ou de motivation des acteurs pour soutenir à l'avenir l'initiative du projet « Libérer le potentiel des Enfants » ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Degré d'engagement ou de motivation d'une proportion des différentes catégories d'acteurs à poursuivre la mise en œuvre du projet 	<ul style="list-style-type: none"> • Documents • Acteurs centraux • Acteurs déconcentrés ou décentralisés ou locaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Analyse documentaire • Entretiens individuels ou de groupes • Enquêtes par questionnaire
---	---	--	--

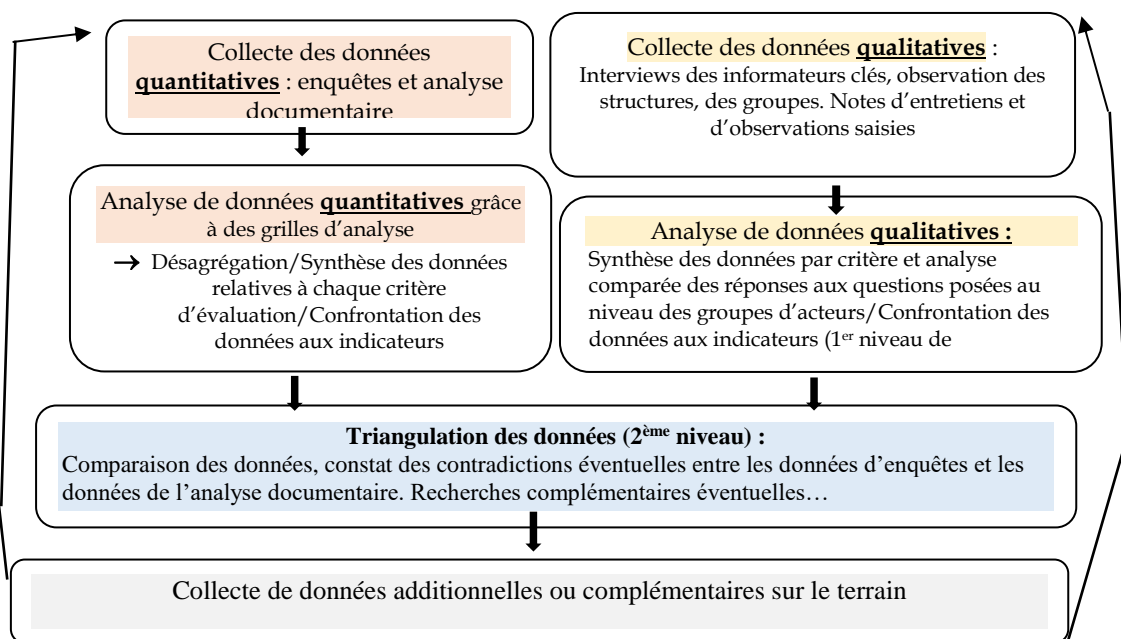
2. Approche et méthodologie

2.1. Une approche à plusieurs dimensions

En conformité avec les orientations données dans les TdR, la démarche d'évaluation a été basée sur une approche qui revêt plusieurs dimensions :

- une approche aussi participative que possible en veillant à n'oublier aucun informateur-clé ; les consultants veilleront à favoriser une concertation active avec le commanditaire et les gestionnaires de l'étude, en l'occurrence le comité de pilotage ;
- Une approche pragmatique en ce sens que l'accent a été également mis sur les résultats attendus de la mission en termes de solutions pratiques qui tiennent compte des délais impartis par le commanditaire et l'environnement dans lequel nous interviendrons ;
- Une approche à la fois quantitative et qualitative avec un respect rigoureux du principe de triangulation comme l'ont recommandé les TdR (voir figure ci-dessous) ;
- Une approche centrée sur le respect des principes d'équité sociale et de genre et sur la prise en compte des droits de l'enfant et des droits de l'homme en général.

Figure 1 : Triangulation des données traitées et désagrégées



2.2. Méthodologie

2.2.1. La base de sondage

Les principes de sélection sont en général justifiés par le souci majeur de réduire autant que possible la marge d'erreur (moins de 5%), de recueillir des données quantitatives et qualitatives et de pousser les analyses en profondeur au maximum.

2.2.1.1. Echantillonnage des sites et des écoles maternelles communautaires

La sélection des sites d'enquête a été envisagée à plusieurs niveaux ou strates :

- ❖ Les dix (10) communes (09) bénéficiaires du projet disséminées dans cinq départements du pays ont été visitées : Sô Ava, Aguégoués, Zakpota, Gogounou, Nikki, Kalalé, Ségbana, Malanville, Karimama et Cotonou Lagune (centre de Ladjji);
- ❖ De même, la totalité des soixante-quinze (75) Espaces Enfance actuellement bénéficiaires du projet « Libérer le potentiel des enfants » a été visitée en vue d'obtenir autant que possible des données exhaustives et fiables.

2.2.1.2. Echantillonnage des groupes-cibles

- **Principe d'échantillonnage** : en l'absence d'une base de données précises, il est procédé à un tirage par quota ou par choix raisonné, en recourant à des critères tels que : le sexe (homme ou garçon/filles ou femmes), zone urbaine/rurale, commune favorisée/défavorisée et en tenant compte des délais et des moyens disponibles. L'enquêteur sera tenu de respecter le quota fixé.
- Sauf dans quelques cas où la **totalité des effectifs** a été interrogée : par exemple, les responsables centraux ou nationaux et les responsables départementaux tels que les DDMP, les CCS et CP, les médecins ou les responsables de centre de promotion sociale.

Le tableau ci-dessous indique la taille respective des différents sous-groupes d'acteurs qui ont été interrogés dans le cadre de la mission :

Tableau: Effectifs des cibles enquêtées par catégorie et sous-groupes

Catégories et sous-catégories d'acteurs à enquêter	Effectif total estimé	Effectifs prévisionnels à enquêter	Effectifs de répondants		
			F	M	Total
A/Bénéficiaires ou acteurs directs (niveau local)					
Enfants de 2ans et ½ à 5 ans fréquentant les Espaces Enfance	6000	230	105	104	209
Filles ou sœurs libérées	3000	145	99	0	99
Mères ou tutrices libérées	3000	216	212	0	212
Enfants de CI/CP provenant des Espaces Enfance		75	69	0	69
Animateurs et Animatrices des Espaces Enfance	75	75	48	18	66
Pères ou tuteurs d'enfants des Espaces Enfance	3000	196	0	113	113
Focus group (pères et mères)		27	16	0	16
Grands-mères d'enfants des Espaces Enfance		18	16	0	16
Sous-total 1		982	565	235	800
B/Bénéficiaires ou acteurs indirects principaux des niveaux déconcentré ou décentralisé					
DDMP	5	5	0	3	3
CCS et CP	18	27	16	0	16
Directeurs d'école et enseignants		93	8	80	88
Maires et autres responsables communaux		36	8	20	28
Syndicats/APE/ leaders		27	2	17	19
Sous-total 2		188	34	120	154

C/Autres bénéficiaires indirects du niveau central ou national					
Membres du Cabinet du MEMP		3	1	1	2
Directrice et Chefs de services de la DEM/MEMP		2	1	1	2
Autres Directeurs techniques centraux du MEMP		6	1	0	1
Responsables nationaux de structures concernées par ou impliquées dans les Espaces Enfance : FNAPEB et ANCB		2	0	0	0
Responsables et spécialistes des Programmes Education de l'UNICEF		2	1	1	2
Sous-total 3		15	3	2	7
TOTAL GENERAL		1185	602	357	961

(Source : enquêtes, 2017)

Le nombre total de personnes interrogées au cours de la mission est de 961 personnes (dont 62,77% de femmes). Soit une couverture de près de 81% des effectifs prévus. Cela a permis de minimiser la marge d'erreur (moins de 5%).

La population interrogée se répartit ainsi qu'il suit :

- ❖ **Les bénéficiaires ou acteurs directs** du projet « Libérer le potentiel des enfants » qui se situent au **niveau local** et qui sont au nombre de 800 personnes dont 70,63% de femmes /filles : enfants préscolarisés, sœurs libérées et scolarisées, mères ou tutrices libérées, père des enfants, grand-mères, animateurs/trices des centres maternels communautaires.
- ❖ **Les bénéficiaires ou acteurs indirects du niveau décentralisé ou déconcentré** (niveau départemental et communal) dont le nombre de répondants atteint 154 personnes (dont 22,08% de femmes) : DDEMP, CCS et CP, responsables communaux (maires et adjoints aux maires, médecins responsables/santé, médiatrices, responsables/action sociale).
- ❖ **Sept bénéficiaires ou acteurs indirects et parties prenantes du niveau central ou national** (dont 4 femmes) pour lesquels nous utiliserons souvent le vocable de « responsables centraux ou nationaux ». Ils sont localisés essentiellement à Porto-Novo (autorités ministérielles du MEMP) ou à Cotonou (UNICEF, autres PTF, responsables nationaux de structures comme la FNAPEB et l'ANCB).

2.2.2. Méthodes et outils de collecte de données

Pour répondre aux objectifs de l'étude, cinq méthodes de collecte de donnée sont été utilisées comme l'indique le tableau ci-dessous : l'analyse documentaire, les entretiens individuels, les discussions de groupes, l'enquête par questionnaire et l'observation du cadre de travail.

Tableau 3: Techniques, outils de collecte et unités enquêtées

Méthodes	Instruments de collecte	Unités enquêtées
----------	-------------------------	------------------

Analyse documentaire	Fiche d'analyse	Toutes structures de l'éducation
Administration de questionnaire	Questionnaire écrit	Animateurs/trices
Entretien individuel semi-structuré	Guide d'entretien	Enfants des Espaces Enfance
Discussion de groupes (focus group)	Guide d'entretien	Mères/tutrices et filles libérées, pères/tuteurs, grand-mères et autres acteurs centraux, déconcentrés/décentralisés/communaux
Observations de terrain	Grille d'observation	Apprenants/CI/CP
	Liste de vérification	Mères/tutrices, pères/tuteurs
		Cadre de travail des Espaces Enfance

☐ *Recherche et revue documentaires*

Un des moments importants de la mission a été la recherche, la compilation, la consultation et l'analyse de la documentation disponible afin de recueillir des données quantitatives et aussi qualitatives.

Pour les données quantitatives, les documents tels que ceux relatifs à MICS Bénin 2014 et l'annuaire statistique et autres données statistiques du MEMP. Elles ont été complétées par les informations recueillies sur le terrain (au niveau des structures déconcentrées ou décentralisées, des acteurs locaux, etc.).

Pour les données qualitatives, l'analyse a porté sur divers documents dont les plus importants sont, entre autres : (i) les documents programmatiques (les programmes, plans et politiques), (ii) les plans de travail et leurs rapports correspondants, (III), les rapports de suivi des activités, (iv) ainsi que les rapports des partenaires d'exécution, les rapports des revues sectorielles, etc.

La liste détaillée des documents analysés figure en annexe 2.

☐ *L'enquête par questionnaire*

Des informations quantitatives et qualitatives ont été collectées auprès des animateurs/trices à l'aide de questionnaire comportant des items semi-structurés dans les centres maternels communautaires.

☐ *Les entretiens individuels*

Les entretiens individuels ont été menés avec les acteurs des niveaux centraux, déconcentré ou décentralisé afin de recueillir des éléments de réponses aux questions posées à l'aide de guides semi-structurés.

☐ *Les discussions de groupes ou focus group*

Des guides ont été aussi utilisés pour des focus group avec des groupes de parents d'enfants (pères et mères) qui fréquentent les Espaces Enfances.

☐ *Les observations de cadre de travail des enfants*

Des enquêteurs ayant le profil de pédagogue ont été responsabilisés pour observer le cadre de travail, les aspects comportementaux et relatifs à l'hygiène des animateurs/trices et des enfants qui fréquentent les lieux. Une liste de vérification a aussi permis de faire le point des équipements disponibles dans le centre et de décrire l'état général du centre.

2.2.4. L'organisation de la collecte des données

2.2.4.1. Recrutement et formation d'enquêteurs et de superviseurs

Afin de garantir la qualité des informations recueillies une importance particulière a été accordée au recrutement et à la formation d'enquêteurs et de superviseurs. A cet effet, les actions ci-après ont été menées :

- (a) **Recrutement de 36 enquêteurs** sur la base de critères tels que : la connaissance de la zone d'étude et des langues nationales de la zone (exemples, le fon, le Bô, le bariba, le dendi...), un profil de pédagogue et/ou un niveau d'études universitaires (Bac +2 ans), une expérience confirmée à conduire des entretiens directs en milieu rural (avoir déjà participé à une enquête similaire), la capacité de communication, la disponibilité, etc.
- (b) **Recrutement de sept (07) superviseurs** ayant un profil de pédagogue (conseiller pédagogique ou Directrice d'Ecole Maternelle à la retraite) et une expérience confirmée dans le domaine de l'éducation et dans la collecte des données et n'ayant pas été mêlé (e) à la mise en œuvre du projet pour plus de transparence et d'objectivité ;
- (c) **Formation des enquêteurs et des superviseurs à Bohicon** (département du Zou) sur la base d'un module conçu à cet effet. Cette formation a porté sur la compréhension du contexte et de la justification de la mission, les objectifs et les résultats attendus de la mission, la compréhension et une contribution à la validation des outils de collecte (questionnaires, guides d'entretien, grilles d'observation, etc.), les techniques d'approches des cibles à interroger et d'administration des outils. La formation a aussi porté sur la traduction des items en langues nationales en vigueur dans les neuf communes et sur des exercices pratiques (simulation ou jeu de rôle).

Après les séances de formation avec l'ensemble des enquêteurs, les superviseurs ont bénéficié d'une séance spécifique relative aux différentes tâches spécifiques à réaliser et aux résultats attendus.

2.2.4.2. Enquêtes pilotes et reproduction des outils

Afin de renforcer les compétences des enquêteurs et des superviseurs et aussi tester les instruments de recueil de l'information pour en vérifier la compréhension et les enrichir éventuellement une enquête pilote s'est déroulée dans trois centres maternels communautaires de la commune de Zakpota.

Les instruments testés ont ensuite été améliorés, puis reproduits et conditionnés avant qu'ils ne soient distribués aux enquêteurs dans les communes où ils ont été affectés tout en veillant à prévoir

des solutions sur le terrain en cas de difficultés (insuffisance quantitative des outils, présentation de mauvaise qualité, par exemples).

2.2.4.3. Collecte des données, contrôle et supervision/Plan de collecte

- **Déroulement global** : la collecte des données a été réalisée en simultanée dans les 9 communes avec des consignes données pour la bonne conduite des entretiens dans les règles de l'art.
- **Trois niveaux de supervision** : (1) un premier niveau était constitué par le chef d'équipe des binômes d'enquêteurs et qui a le profil de pédagogue ; (2) le deuxième niveau est formé par les sept (07) superviseurs attitrés qui s'assureront du bon remplissage des questionnaires, de la qualité des informations recueillies, etc. ; (3) le troisième niveau est celui du consultant national qui a également procédé à la collecte des données auprès d'une catégorie d'acteurs en l'occurrence les responsables centraux.

Avant le déploiement, notons que des documents spécifiques ont été produits à l'intention des enquêteurs et des superviseurs qui ont également été dotés de tout le matériel nécessaire : ordre de mission délivré par les autorités compétentes (MEMP, UNICEF), manuel de l'agent enquêteur, plans de déplacement, cahiers de charges, matériel bureautique, plan de déplacement, etc.

- **Au niveau des enquêteurs :**

Le plan de collecte a prévu que chaque agent enquêteur puisse réaliser 6 interviews en moyenne par jour pour une durée de 5 jours dans les 9 communes et à Ladjiri à Cotonou.

Au début de l'entretien, l'enquêteur devait expliquer brièvement l'objet de l'étude à son interlocuteur et s'assurer de sa disposition à répondre. Le questionnaire et le guide d'entretien seront administrés tout en rassurant l'enquêté de l'anonymat et de la confidentialité des réponses. A la fin de l'interview, l'enquêteur veillera à remercier l'interviewé pour sa disponibilité et les réponses apportées aux questions.

En guise de compensations financières, il a été octroyé au personnel d'enquête : des per diems, des frais de communication téléphonique, des frais de transport pour la location de véhicule ou de moto. Il leur a été recommandé, dans la mesure du possible, d'utiliser un mini appareil susceptible de leur permettre de procéder à des enregistrements et/ou de prendre des vues.

- **Au niveau des superviseurs :**

Les enquêteurs ont été placés sous la surveillance d'un superviseur de commune. Celui-ci devait veiller au bon remplissage des questionnaires, de la qualité des informations dans les prises de notes ou des enregistrements lors des entretiens et veillera au bon déroulement des travaux. Les fiches remplies ont été vérifiées au fur et à mesure de l'avancée de l'évaluation afin de garantir la qualité des informations collectées. Le contrôle de terrain des enquêteurs a été effectué selon deux (02) approches à savoir, le suivi des itinéraires des enquêteurs et le débriefing chaque soir au retour de l'enquêteur au cours duquel le superviseur devait également procéder à un contrôle des fiches remplies ou des outils informés. Pour ce travail de contrôle, chaque superviseur avait la charge de prélever un échantillon d'outils informés (questionnaires, guides) afin de procéder à la vérification sur le terrain et/ou dans un bureau, ou encore à domicile (chambre d'hôtel ou autre).

A la fin de l'opération de collecte, les superviseurs ont fourni chacun un rapport de synthèse de la mission à partir d'un canevas qui leur a été fourni avant leur déploiement sur le terrain.

2.2.5. Une attention particulière aux questions d'éthique et d'équité

Conformément aux directives clairement exprimées dans les TdR et relatives aux questions d'éthique et d'équité, l'équipe d'évaluation a essayé de faire preuve de professionnalisme, de probité, d'intégrité, à respecter scrupuleusement lesdites directives en nous conformant au « Code de conduite du Groupe d'évaluation des Nations Unies (GENU) pour les évaluateurs ». A cet effet, des efforts ont été fournis pour, entre autres :

- présenter des informations complètes et équitables dans leur évaluation, des forces et des faiblesses afin que les décisions ou les mesures prises soient bien fondées ;
- divulguer l'ensemble des conclusions d'évaluation, ainsi que les informations sur leurs limites et les mettre à disposition de tous ceux qui sont concernés par l'évaluation et qui sont légalement habilités à recevoir les résultats ;
- protéger l'anonymat et la confidentialité à laquelle ont droit toutes les personnes qui seront enquêtées lors de la mission à travers des mesures telles que l'accord d'un délai suffisant, la réduction autant que possible des pertes de temps, le respect du droit des personnes à la vie privée et surtout du droit des enfants et adolescents, le traitement des données dans l'anonymat ; ainsi, des consignes particulières ont été données aux enquêteurs afin qu'ils respectent scrupuleusement les précautions à prendre lors de l'interview des enfants et adolescent (e)s afin de respecter les codes internationaux en la matière.
- Accorder une attention particulière aux informations délicates et sensibles, aux critères d'équité dans l'échantillonnage des groupes-cibles, tout en tenant compte des croyances, aux us et coutumes des communautés approchées, du respect de la personne et de la dignité humaine.

Afin d'éviter tout conflit d'intérêts, chacun des consultants s'est abstenu de prendre d'autres engagements similaires dans le système des Nations Unies et en mettant fin à d'autres prestations incompatibles avec les engagements pris avec l'UNICEF/BENIN.

2.2.6. Les limites de l'évaluation

2.2.6.1. Limites relatives à la période couverte par la mission

Notons que la période couverte par la mission est principalement celle du projet « Libérer le potentiel des enfants » qui s'étend de 2014 à 2016 (soit 3 années). Cependant, la nécessité s'impose d'elle-même, de jeter un coup d'œil en arrière pour exploiter des données relatives à l'évaluation de l'initiative des « Espaces Enfance » dont le présent projet constitue la suite logique (exploitation fréquente du rapport d'évaluation des Espaces Enfance).

2.2.6.2. Limites sur le plan géographique

La mission a été focalisée sur les neuf communes d'intervention en plus de Ladji à Cotonou où l'UNICEF apporte un soutien aux sœurs Salésiennes, même si parfois des informations utiles ont été obtenues fortuitement sur la situation des anciens Espaces Enfance dans les autres communes.

2.2.6.3. Limites en termes de composantes du projet à investiguer

La mission s'est attachée surtout à évaluer les résultats planifiés depuis 2014 dans le cadre du programme mondial « Libérer le potentiel des enfants » ; elle ne saurait donc pas approfondir les analyses sur les aspects pédagogiques ou sur les démarches d'animation des séances d'éducation menées par les animateurs/trices. Car l'objet de l'évaluation n'est pas de montrer si les activités menées dans les centres maternels ont réellement permis de libérer le potentiel des enfants (cognitif, langagier, psycho-social, physique, etc.), mais plutôt de s'assurer que l'implantation et le fonctionnement correct desdits centres est un gage pour que la libération du potentiel des enfants soit effective à court, moyen et long termes. Toutefois, des données ont été recueillies en vue de montrer que des indices existent pour attester que le projet est dans la bonne voie pour que le potentiel des enfants soit effectivement libéré.

2.2.6.4. Au niveau des critères d'évaluation

Certes, les TdR n'ont pas pris en compte le critère de l'impact pour la simple raison que le projet n'ayant qu'une durée de trois années, il est difficile de mesurer ce critère. Toutefois, le projet étant une suite de l'expérience des Espaces Enfances, il est donc tout à fait indiqué que des indices aient été recueillis afin d'apprécier l'impact du projet (ne serait-ce que par anticipation).

2.2.6.5. Les limites au niveau de l'échantillon

Les principales limites au niveau de l'échantillon concernent entre autres : l'absence ou l'insuffisance des documents attendus de la DEM, la réduction du nombre de responsables centraux qui ont été interviewés à cause de leur indisponibilité temporaire, le fait que qu'il n'ait pas été possible d'avoir un échantillon de contrôle (par exemple les communes non couvertes par le projet) ou même un échantillon au niveau des Espaces Enfance dans les communes non couvertes par le présent programme de Coopération UNICEF-Bénin.

2.2.6.6. En termes d'insuffisances et de difficultés rencontrées

La mission a rencontré des difficultés liées à l'éloignement et ou à la particularité des sites à visiter (zones lacustres), à la logistique, au mauvais état du réseau routier et à la période hivernale (rendant les parents inaccessibles par endroit) ; sans oublier les examens scolaires et les examens professionnels qui ont coïncidé avec la période collecte des données. Il en résulte que certains centres maternels étaient fermés au moment de l'enquête.

Toutefois, ces contraintes ont été surmontées en grande partie grâce à l'appui inestimable des responsables départementaux et communaux (DDEMP, CCS, responsables communaux, bureaux APE, directeurs d'écoles) qui ont contribué à mobiliser les bénéficiaires locaux parfois indisponibles sans oublier les initiatives heureuses prises par les enquêteurs et superviseurs eux-mêmes pour atteindre les groupes cibles.

Des insuffisances ont été également enregistrées sur le plan technique : erreurs ou omissions dans le remplissage des outils par les enquêteurs, difficultés ressenties à traduire correctement les propos des répondants de la langue nationale en français, indisponibilité des documents du projet au niveau de la DEM en raison des changements de responsables ou la non mise à disposition à temps desdits documents, quelques erreurs dans la confection des outils eux-mêmes qui étaient

relativement assez lourds parfois, le caractère approximatif de certaines données quantitatives collectées...

Toutefois, l'équipe d'évaluation a déployé des efforts pour atténuer l'impact de ces contraintes et insuffisances à travers entre autres mesures, l'application stricte du principe de triangulation, les apurements successifs et les enquêtes complémentaires.

2.2.7. Le traitement et l'analyse des données

Les principales tâches suivantes ont été exécutées dans le cadre global du traitement et de l'analyse des données avec l'appui d'un informaticien-statisticien et d'opérateurs de saisie expérimentés :

- La vérification des outils informés afin de s'assurer de la qualité des informations, de leur conformité numérique avec les échantillons des bases de sondage et de procéder à un premier apurement ;
- La conception des masques de saisie et l'élaboration d'un manuel de codification du questionnaire ;
- Le recrutement et la mise à niveau de dix (10) agents expérimentés qui vont assurer la saisie des données avec le gestionnaire de bases de données Microsoft Office Access et le tableur Microsoft Office Excel ;
- Le nettoyage ou l'apurement et la consolidation de la base des données ;
- L'analyse des données : à cet effet, il a été nécessaire d'identifier la nature des variables quantitatives ou qualitatives. Les données ont été analysées en fonction des réponses aux questions par critère ou des objectifs de l'évaluation. Divers calculs par item ont été aussi effectués avec l'appui du statisticien.

Les logiciels SPSS et Excel seront utilisés dans cette phase d'analyse ainsi que Microsoft Word pour la saisie des données qualitatives.

2.2.8. Des livrables attendus et du contrôle de la qualité

Tout au long de la mission, les consultants ont respecté le cahier de charges relatif aux livrables attendus : la note de protocole et le plan ou chronogramme de travail, les outils de collecte de l'information, le rapport provisoire, le rapport final et le rapport définitif.

Tout au long de l'élaboration des différents produits attendus, ils ont fait preuve de professionnalisme dans le contrôle de la qualité desdits produits, à travers une démarche rigoureuse de vérification, faite « d'aller-retour » sur les données qui ont systématiquement fait l'objet de croisement. Parfois, des enquêtes complémentaires ont été nécessaires pour renforcer la pertinence, la validité et la fiabilité des données.

Afin de garantir davantage la qualité, il est attendu que les différents livrables, y compris les TdR de l'évaluation soient revus par le comité de pilotage et le bureau régional de l'UNICEF. De même, la qualité du rapport final sera évaluée par une organisation indépendante de l'UNICEF et qui communiquera les résultats à l'UNICEF, au comité de pilotage et aux consultants.

3. Responsabilités au sein de l'équipe des consultants

Le tableau ci-dessous, indique la répartition des rôles et des responsabilités au sein de l'équipe des consultants.

Tableau5 : Responsabilités au sein de l'équipe des consultants

Phases	Activités	Durée(e n jours)	Consultan t principal (H/j)	Consultant national (H/j)	Observations
Phase 1 : Lancement de la mission	Elaboration et validation du protocole et du planning	5 j	5	5	
	Revue documentaire	5 j	5	5	
	Elaboration des outils de collecte	5j	5	5	
Phase 2 : Consultations diverses	Recrutement et formation d'enquêteurs et de superviseurs/Enquêtes pilotes/Reproduction des outils	5 j	5	5	
	Collecte des données sur le terrain	5 j	1	12	
Phase 3 : Traitement et analyse des données/Rédaction des drafts des documents	Dépouillement, traitement et analyse des données	7 j	7	7	
	Rédaction du rapport provisoire et draft des documents	6 j	10	1	
Phase 4 : Validation du rapport provisoire et livraison de tous les livrables	Présentation et validation du rapport provisoire	2 j	2	2	
	Elaboration du rapport semi-fini puis final soumis au comité technique	2j	2	2	
	Elaboration et livraison du rapport définitif et du « Management response »	3 j	3	3	
Durée totale		45 j	45	45	

4. De la gouvernance de l'évaluation et du rôle et de l'engagement des partenaires

Le comité de pilotage (voir composition dans les TdR en annexe 1), qui est le commanditaire de l'évaluation a eu pour rôle de coordonner, de valider les documents techniques et d'assurer le suivi de tout le processus. Il est présidé par la Directrice adjointe de Cabinet du Ministère des Enseignements Maternel et Primaire (MEMP).

Ce comité de pilotage a, au cours d'un atelier, procédé à la validation du protocole, du chronogramme, des outils de collecte des données et de la démarche méthodologique après

avoir formulé des observations qui ont été prises en compte par les consultants (cf. liste des participants en annexe 2). Ledit comité a également procédé à la validation du rapport provisoire d'évaluation au cours d'un atelier (présidé par le Secrétaire général adjoint du MEMP qui assurait l'intérim de la présidente, cf. liste de présence en annexe 2), puis le rapport final. Les représentants de l'UNICEF/BENIN ont pleinement joué leur partition dans le déroulement de la mission : le Chef Section éducation de base et la Spécialiste en Education (Petite enfance et Qualité) ont assuré la gestion administrative et logistique quotidienne de la mission tout en nous apportant des réponses adaptées à nos différentes sollicitations formulées lors des débriefings régulièrement faits par les consultants. La chef section du Programme Politiques sociales nous a prodigué des conseils et des orientations techniques pertinents dès le début de la mission. Au cours de tout le processus d'évaluation, le spécialiste de Suivi & Evaluation de l'UNICEF/BENIN, chargé de la gestion technique en particulier, nous a apporté un appui précieux en fournissant des orientations et des explications techniques complémentaires (depuis la validation du protocole jusqu'à la finalisation du rapport d'évaluation), tout en veillant au contrôle technique et à l'indépendance des consultants dans la conduite de la mission.

Certains partenaires de mise en œuvre du projet tels que les DDEMP, les responsables communaux et des parties prenantes les PTF (Plan -Bénin), des ONG (Aide et Action) ont participé au processus à travers leurs représentants lors de l'atelier de validation du rapport provisoire.

5. Plan de travail

Les deux tableaux ci-dessous présentent le planning détaillé des activités qui a été inspiré de celui proposé dans les TdR avec quelques modifications légères, planning qui a été validé par le comité de pilotage. Les périodes et dates proposées ont été réajustées au fur et à mesure en concertation étroite avec le comité de pilotage.

Tableau 6 : Plan et calendrier de travail



Activités	Produits/résultats ou livrables attendus	Durées/ Echéance	Date/Période
I. Préparation et lancement de la mission			
<i>Activités n°1 : Rencontre de cadrage, élaboration, soumission et validation du plan et du calendrier de travail et de la méthodologie détaillée (protocole)</i>	<ul style="list-style-type: none"> * Le commanditaire et les consultants ont la même compréhension des TdR * L'échantillonnage, l'organisation du travail de collecte pour chaque phase de l'étude sont décrits de façon précise détaillée ; * Un plan de travail ou chronogramme détaillé est rédigé * Le protocole, et le planning détaillé de travail sont présentés et validés 	5 jours	Entre le 22 mai et le 08 juin 2017
<i>Activités 2 : Recherche et revue documentaires</i>	<ul style="list-style-type: none"> * Les documents essentiels sont compilés et analysés 	5 jours	A partir du 22 mai 2017
<i>Activités 3 : Elaboration et validation des outils de collecte supplémentaires</i>	<ul style="list-style-type: none"> * Les instruments de collecte des données sont conçus ; * Un module de formation du personnel d'enquête est élaboré 	5 jours	Entre le 06 juin et 15 juin 2017
II. : Consultations diverses			
<i>Activités 4 : Collecte des données sur le terrain</i>	<ul style="list-style-type: none"> * Des enquêteurs sont présélectionnés et des superviseurs sont recrutés * Des agents enquêteurs et superviseurs sont formés pour se familiariser avec les outils de collecte * Les outils de collecte sont testés, * Des outils améliorés, reproduits en quantité et répartis aux enquêteurs avant leur déploiement * Des informations de qualité sont recueillies auprès des échantillons des différents sous-groupes d'acteurs * Les consignes d'éthique et d'équité sont respectées 	10 jours	Entre le 14 et le 24 juin 2017
III. : Traitement des données et rédaction du rapport provisoire			
<i>Activités 5 : Dépouillement, traitement et analyse des données</i>	<ul style="list-style-type: none"> * Des données agrégées pertinentes, valides et fiables permettent l'analyse des résultats à l'aune des critères et questions d'évaluation 	7 jours	Entre le 27 juin et le 14 juillet 2017

<p>Activités 6 : Rédaction des draft des documents y compris le rapport provisoire et de la présentation Powerpoint de restitution</p>	<ul style="list-style-type: none"> * Les drafts des documents et le rapport provisoire de l'évaluation sont disponibles * Une présentation Powerpoint est rédigée pour l'atelier de validation du rapport 	<p>6 jours</p>	<p>Du 15 au 22 juillet 2017</p>
<p>IV. Validation du rapport et livraison des produits attendus</p>			
<p>Activités 7 : Présentation du rapport provisoire au comité de pilotage</p>	<ul style="list-style-type: none"> * Le rapport est soumis au comité de pilotage 	<p>1 jour</p>	
<p>Activités 8 : Atelier de validation du rapport provisoire</p>	<ul style="list-style-type: none"> * Des observations et des amendements au rapport sont reçus des participants 	<p>1 jour</p>	
<p>Activités 9 : Atelier technique élargi</p>	<ul style="list-style-type: none"> * Le rapport quasi final qui intègre les observations et amendements est rédigé * Le rapport quasi final est revu lors d'un atelier technique élargi 	<p>1 jour</p>	<p>Date à préciser ultérieurement</p>
<p>Activités 9 : Soumission du rapport quasi final au comité technique</p>	<p>Le rapport quasi final, qui prend en compte les commentaires et observations de l'atelier technique, est soumis au comité technique</p>	<p>1 jour</p>	<p>Date à préciser ultérieurement</p>
<p>Activités 10: Rédaction et livraison du rapport définitif et du « Management response »</p>	<ul style="list-style-type: none"> * Le rapport final est élaboré et les documents finalisés * Un rapport définitif en français et en quatre exemplaires (version papier) avec deux CD ROM en format MS WORD, est déposé auprès du président du comité de pilotage * Les CD ROM contiennent les versions électroniques de l'ensemble des documents, y compris les documents préparatoires, documents d'enquête, de collecte de données et la base de données * Un document de « Management response » est également remis au président du comité de pilotage en même temps que le rapport définitif 	<p>3 jours</p>	<p>Date à préciser ultérieurement</p>
<p>TOTAL/Nombre de jours</p>		<p>45 jours</p>	

Tableau 6 bis : Planning de travail (périodes indicatives)

Phases	Activités	Sem 22-26 mai 17	Sem.29 mai- 03 juin 17	Sem.5-9 juin 17	Sem. 12- 16 juin 17	19-23 juin 17	26-30 juin 17	03-07 juillet 17	10-14 juillet 17	17 - 21 juillet 17	24-29 juillet 17
Phase1 : Lancement Préparation de la mission	Elaboration de la note méthodologique										
	Validation de la note méthodologique										
	Elaboration des outils de collecte										
	Revue documentaire										
Phase 2 : Consultations diverses	Recrutement et formation d'enquêteurs										
	Enquête pilote										
	Collecte des données sur le terrain										
Phase 3 : Traitement, analyse, rédaction draft de documents	Traitement et analyse des données										
	Rédaction du rapport provisoire										
Phase 4 : Validation et livraison du rapport final	Validation du rapport provisoire										
	Elaboration du rapport final										
	Elaboration du plan de mise en œuvre des recommandations										
	Dépôt du rapport définitif										
	Elaboration du management response										

Légende

-  Périodes de travail du consultant principal en présentiel à Cotonou
-  Périodes de travail du consultant principal à distance

